

La grande mission de notre petite culture

François Ricard

Volume 24, numéro 2 (140), mars–avril 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30286ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ricard, F. (1982). La grande mission de notre petite culture. *Liberté*, 24(2), 3–10.

La grande mission de notre petite culture

FRANÇOIS RICARD

Michèle Lalonde et Denis Monière, CAUSE COMMUNE — Manifeste pour une internationale des petites cultures, Montréal, L'Hexagone, 1981, 41 pages.

Au niveau des très grands principes, je ne pense pas que personne puisse mettre sérieusement en doute le bien-fondé de ce *Manifeste pour une internationale des petites cultures*. Personne, en effet, ne souhaite la disparition du Québec, de l'Occitanie ou de la Wallonie, de même que personne ne songerait à nier l'excellence de «l'égalité dans la diversité» (p. 38) prônée par les auteurs. Sur ce plan, chacun se prononcera sans difficulté pour la vertu et contre le vice.

C'est plutôt quand on descend des principes à ce que j'appellerais les *stratégies* que certaines questions se posent. Et ces questions, c'est d'abord et avant tout sur le cas québécois qu'elles portent. Car les auteurs ont beau écrire «à l'intention d'interlocuteurs étrangers» (p. 7), leurs propositions concernent en premier

lieu le nationalisme québécois, pour lequel ils préconisent une «mise en situation mondiale» (p. 12).

Ces propositions se ramèneraient à trois: 1) trop longtemps notre nationalisme est demeuré fermé sur lui-même et indifférent à tout ce qui se passait ailleurs; 2) pourtant la lutte du Québec est proche, à maints égards, de celles de nombreuses autres collectivités à travers le monde, collectivités qui peuvent être rassemblées à l'intérieur d'une même catégorie, celle dite des «petites cultures»; 3) donc il faut ouvrir notre nationalisme et le rendre solidaire de ces autres mouvements, ce qui permettra de lui conférer une signification et une portée véritablement planétaires.

La première de ces propositions, déjà, n'est pas sans faire problème. Affirmer que «nous avons, au Québec, agi le plus souvent comme si notre cas était unique et avait peu en commun avec d'autres luttes de libération nationale» (p. 10), c'est faire plutôt bon marché de l'histoire et inventer peut-être la faute qu'on cherche à dénoncer. S'il existe effectivement, dans notre histoire, une certaine tendance au narcissisme, il existe aussi, parallèlement, une tradition d'ouverture qui ne doit pas être négligée. François-Xavier Garneau et la génération des Patriotes étaient nourris de républicanisme américain, mais aussi de la pensée européenne émanée du mouvement des nationalités. Même les conservateurs de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle ont lié leurs espoirs à ceux des Sudistes américains, tout comme Lionel Groulx, plus tard, rattacherait le sort du Canada français à celui des peuples d'Amérique latine et prendrait pour point de référence les mouvements de «reconstruction» nationale qui animaient l'Europe et l'entre-deux-guerres. Et que dire, enfin, des définis-

seurs de notre «néo-nationalisme» des années soixante, du sentiment qu'ils ont eu d'œuvrer à l'intérieur d'un vaste mouvement englobant à la fois les luttes de la décolonisation africaine et celles des Noirs américains? Certes, notre tradition nationaliste ne s'est pas donné exactement les références que Monière et Lalonde préconisent aujourd'hui; mais prétendre qu'elle a été strictement «isolationniste» (p. 8) et qu'elle s'est développée en vase clos, c'est adopter à l'égard de cette tradition un point de vue qui rejoint celui de ses détracteurs de toujours.

Tout cela pour dire ceci: ce que ce *Manifeste* propose de spécifiquement inédit, c'est moins l'ouverture elle-même qu'un nouvel espace où réaliser cette ouverture, c'est-à-dire de nouvelles références, et par conséquent une nouvelle définition du sens que devrait prendre dans l'avenir la lutte du Québec.

Or ce nouvel espace, ce lieu de la solidarité québécoise, quel sera-t-il? A cette question répond la seconde des propositions énoncées précédemment: ce sera «l'internationale des petites cultures». Qu'est-ce à dire?

Ne nous laissons pas arrêter par le choix de cette expression malheureuse et pleine de connotations regrettables, et voyons de plus près ce que les auteurs entendent par leur concept de «petites cultures». Celles-ci, écrivent-ils, ne doivent pas se définir «en vertu d'un quelconque jugement de valeur, mais en termes de faiblesse numérique ou autre rapport de forces, pour désigner toutes (les cultures) qu'un internationalisme de type essentiellement mercantile, autoritaire et sursimplificateur réduit à peu de chose sur la carte du monde et qui tentent précisément de se ressaisir en tant que cultures, sociétés originales et

reconnaissables, riches d'expérience et de créativité humaine irremplaçables» (p. 18).

En d'autres mots, est considérée comme «petite culture» toute culture *menacée*, ce qui, appliqué à la réalité contemporaine, devrait pouvoir englober pratiquement *toutes* les cultures autres que l'américaine et la soviétique. Or telle n'est pas du tout l'idée des auteurs du *Manifeste*, comme le montrera la suite de leur exposé où, d'exemple en exemple, finira par se constituer peu à peu un paradigme beaucoup plus restreint.

En effet, quoique les auteurs ne le disent jamais clairement, il semble qu'il faille d'abord exclure de la catégorie des «petites cultures» celles des Etats souverains. La France, évidemment, n'est pas une «petite culture», non plus que l'Allemagne ou l'Italie, quoi qu'on puisse penser des «rapports de forces» qu'elles entretiennent avec la culture américaine dominante. Mais la Tchécoslovaquie n'est jamais mentionnée non plus, ni la Pologne, ni la Roumanie, ni la Grèce, ni Haïti, ni les pays scandinaves, ni la Belgique flamande. Faut-il entendre que ce sont là de «grandes cultures» (à moins qu'il ne s'agisse de «cultures moyennes»)?

Donc, les «petites cultures» seraient essentiellement celles qui ne disposent pas d'un pouvoir politique d'Etat et sont minoritaires à l'intérieur d'un Etat «étranger» qui les englobe et les menace de disparition. Mais là encore, une autre exclusion intervient, cette fois de manière explicite: on ne peut considérer comme «petites cultures» les minorités d'émigrés, par exemple les communautés de Porto-Ricains ou de Polonais vivant aux Etats-Unis. Pourquoi? Parce qu'advenant la disparition de ces communautés, la

culture-mère qu'elles représentent n'en continuerait pas moins de survivre ailleurs, en l'occurrence la culture porto-ricaine à Porto-Rico et la culture polonaise en Pologne.

Cette distinction (qui revient à préférer l'*essence* de la culture à l'existence des groupes culturels eux-mêmes et à ne concevoir de culture qu'enracinée dans le sol d'une patrie, excluant ainsi toute culture *exilée*) cette distinction permet finalement de ne conserver, à l'intérieur de la catégorie des «petites cultures», que celles que les auteurs appellent (p. 30) les «cultures-souches» (au diable les «rameaux»!), c'est-à-dire les collectivités minoritaires «qui sont les bases d'une culture spécifique et dont la disparition équivaldrait ipso facto à l'éradication de cette culture dans l'histoire de l'humanité» (p. 28). Or à partir des 41 pages du *Manifeste*, la liste de ces «petites cultures» s'établit comme suit: Québécois, Occitans, Basques, Inuit, Acadiens, Amérindiens, Ecossais, Gallois, Irlandais du Royaume-Uni, Catalans, Galiciens, Wallons, Siciliens, Sardes, Bretons et Corses. Voilà donc, en puissance, l'«internationale des petites cultures». Voilà l'espace mondial où devrait se déployer la solidarité des nationalistes québécois.

Loin de moi, naturellement, l'intention de prétendre de quelque manière que les luttes «nationalitaires» de toutes ces communautés soient sans valeur ou sans rapport avec celle du Québec. Ce qui me chicote plutôt dans cette liste, c'est tout ce qui s'y trouve impliqué sans être dit clairement.

Et d'abord, le fait d'assimiler purement et simplement les Québécois aux autres «cultures-souches» (cela va-t-il si facilement de soi?), y compris aux Amérindiens. Il y a là une pétition de principe pour le

moins rapide. Mais je ne m'y arrêterai pas ici, car cette assimilation, c'est évident, a d'abord une fonction rhétorique: elle vise surtout à légitimer le reste de l'exposé.

Plus instructive me paraît, dans la liste des «petites cultures», la désignation implicite des adversaires. Car nommer des «petites cultures», c'est implicitement, nommer aussi les «grandes cultures» qui les menacent. On peut donc, devant chaque nom de la liste, inscrire «en creux» le nom de la culture «impérialiste» ennemie. Or quels sont les ennemis qu'une telle opération permet de désigner? Le Canada, bien sûr (désigné implicitement par la mention des Québécois, des Acadiens, des Amérindiens et des Inuit). Mais aussi, et peut-être principalement, les Etats d'Europe occidentale: l'Italie (Siciliens, Sardes), l'Espagne (Basques, Catalans), l'Angleterre (Ecossois, Gallois, Irlandais d'Ulster), la Belgique flamande (Wallons) et surtout la France (Occitans, Basques, Bretons, Corses). Voilà donc, si l'on raisonne correctement, les «grandes cultures» assimilatrices et répressives. Rien ou presque, on l'aura remarqué, ne désigne ni les Etats-Unis (sauf peut-être, par la bande, la mention des Amérindiens; mais où sont les Noirs? où sont les Mexicains de Californie? Il est vrai que ce ne sont pas des «cultures-souches» vu qu'il y a l'Afrique et le Mexique), ni l'U.R.S.S. (sauf, par la bande là encore, la mention des Galaciens; mais où sont les Ukrainiens, les Kurdes, les Arméniens, les Baltes, les Afghans?), ni non plus la Chine (où sont les Tibétains, les Mongols?). Bref, aucune des grandes et véritables puissances de nivellement culturel n'est ici visée. Si bien qu'on ne peut finalement s'empêcher de voir, au fond secret de ce *Manifeste* et du concept de

«petite culture» qui l'inspire, une bonne vieille francophobie (ou europhobie), c'est-à-dire la conviction inavouée que l'ennemi à abattre, que le dominateur, par-dessus tout, c'est la France et l'Europe, telles qu'elles sont devenues *sans nous*.

Quand on songe, par ailleurs, que ne sont évoqués parmi les «petites cultures» ni les Tchèques, ni les Polonais, ni les Haïtiens, ni les peuples d'Amérique centrale ou d'Afrique, ni les Arabes, ni les Juifs d'Union soviétique, et tant d'autres encore, sous prétexte sans doute que ces cultures s'appuient officiellement sur des Etats, on en vient à une étrange conclusion: la solidarité des «petites cultures» à laquelle nous convie ce *Manifeste* est singulièrement sélective. C'est une solidarité congrue. Mais surtout, c'est une solidarité nostalgique, qui repose sur une conception de la culture foncièrement archaïsante; car ce qui semble réunir avant tout les différents groupes figurant sur la liste des «petites cultures», et faire que d'autres en soient exclus ou oubliés, c'est vraisemblablement moins le fait d'être dominés ou menacés, que la conservation d'une sorte d'«authenticité» ou de «pureté» à la fois raciale et spirituelle, garantie par l'innocence politique et la condition d'éternel provincial.

En somme, l'étonnant dans ce *Manifeste* n'est pas que les auteurs préconisent une «internationale» culturelle, qu'ils revendiquent la réalisation d'un espace pluriel de liberté et d'expression des cultures à quoi contribuerait le Québec; cela, jamais on ne le renvediquera assez hautement. L'étonnant, c'est plutôt qu'à leurs yeux une telle réalisation doive être la vocation spécifique (sinon exclusive), la «mission», pourrait-on dire, des «petites cultures» telles qu'ils les

définissent étroitement, et non pas, de façon plus franchement ouverte, se faire par le concours de toutes les cultures dont la particularité est menacée, ce qui est le cas aujourd'hui ou le sera dans un avenir de moins en moins lointain de pratiquement *toutes* les cultures du globe, y compris la française, et l'italienne, et l'espagnole, etc. Car dans cette menace universelle, ce ne sont pas seulement les «petites cultures» qui sont visées, mais bien *la* culture elle-même.

Pour Monière et Lalonde, ce serait donc en assumant sa condition de «petite culture» que le Québec pourra donner à sa lutte «nationalitaire» une portée mondiale. Certes, il s'agit là d'un modèle qui en vaut d'autres. Mais il est petit, et surtout il est facile. Il sent le messianisme et le «petit pain». Aussi me semble-t-il possible d'imaginer pour notre nationalisme un contenu à la fois plus modeste et plus ouvert, quoique moins simple sans doute: ni «petite culture» ni «grande culture», mais «culture» tout simplement, ce qui est déjà bien suffisant.

Puis-je, en terminant, renvoyer mon lecteur à deux textes publiés ici même, dans LIBERTÉ: l'un de Nicole Deschamps (*Liberté* 112-113, juillet-octobre 1977), l'autre de Milan Kundera (*Liberté* 135, mai-juin 1981)? On y verra d'autres modèles de solidarité culturelle, d'autres «causes communes» à embrasser, plus stimulantes, me semble-t-il, que celle de la *'tite culture*.